



Communiqué de presse

50/22

Montreuil, le 2 juin 2022.

Une énième mission flash sur les Urgences ? Nous réclamons les moyens pour leurs réouvertures 24h/24, 7 jours sur 7 et un libre accès à l'Hôpital pour toute la population

Depuis le mercredi 18 mai, les Urgences de l'hôpital Pellegrin à Bordeaux, sixième métropole de France, sont fermées la nuit par manque de personnel. Cette situation inédite a sonné l'alarme dans tout le pays : l'Hôpital craque de partout et il n'est plus possible pour le gouvernement de le camoufler.

Oui mais... Force est de constater qu'aucune décision n'est pour l'instant prise pour stopper cette marche au chaos.

Bien au contraire, le gouvernement et les ARS mettent en place tous les jours un peu plus de mesures pour imposer un tri des patient·e·s et restreindre l'accès aux urgences (refus de réintégrer nos collègues suspendu·e·s, injonction à la population d'appeler le 15 avant de se rendre aux urgences, tri des malades par des bénévoles de la protection civile sur le parking des urgences de Bordeaux...)

Pour la fédération Santé Action Sociale, le message est clair : Mme Bourguignon s'apprête à poursuivre le travail de Véran et Buzyn ! Poursuivre leurs 17 000 fermetures de lits, les milliers d'hospitalier·e·s poussé·e·s dehors par maltraitance, suspensions, culpabilisation... Poursuivre le tri des malades apparu pendant la crise Covid, limiter encore l'accès aux soins et à l'Hôpital...

Le président Macron annonce désormais une « mission flash » sur les Urgences pour « *identifier les dysfonctionnements* » et dans l'objectif de « *maintenir la continuité des soins* ». Quelle est cette nouvelle manœuvre ? Laisser la situation empirer et nous dire ensuite que c'est la démonstration qu'il faut changer de système ? Que l'hôpital doit être réformé ? Généraliser leur « modèle » bordelais et interdire un libre accès à l'Hôpital public sur tout le territoire ? De plus, les dernières annonces d'Emmanuel Macron à Cherbourg vont aggraver la situation.

Pour la fédération Santé et Action Sociale CGT, il faut arrêter cette politique qui met la population en danger en barrant l'accès aux soins. La mobilisation pour nos revendications est indispensable le 7 juin prochain. Avec tou·te·s les hospitalier·e·s, avec la population, nous appelons au rassemblement, à la grève, et à manifester pour faire entendre les revendications exprimées depuis des mois dans toutes les mobilisations.

Il est temps de mettre ce gouvernement en minorité par la mobilisation dans nos établissements, dans la rue et par le plus grand nombre de députés progressistes à l'Assemblée nationale.